

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=139

Notes à Propos de l'Approche d'Ernest Mandel par rapport à la Crise en Allemagne de l'Est en 1989-1990

- Sur la vie et l'œuvre -

Date de mise en ligne : lundi 15 novembre 2010

Date de parution : 1997

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

La crise qui a secoué la RDA en 1989-90 et son dénouement constituent incontestablement un moment important de l'histoire du XXe siècle.

Cette note a pour objet de formuler des commentaires sur l'analyse et l'action d'Ernest Mandel à l'égard de la réunification allemande, ou plutôt à l'égard de la crise politique en Allemagne de l'Est et de son dénouement sous la forme de la réunification allemande (1)

1. Notes à propos des relations entre Ernest Mandel et les luttes politiques en Allemagne.

Sans faire ici la biographie d'Ernest Mandel, il faut relever qu'il a toujours attribué à la lutte de classe en Allemagne un rôle de toute première importance à l'échelle européenne et mondiale. Il fondait cette conviction sur une analyse objective de la situation mondiale, des rapports de forces entre grandes puissances, de l'importance de la classe ouvrière allemande.

Il s'est impliqué sur le plan militant et intellectuel dans la vie politique allemande même si son engagement politique principal s'est déroulé en Belgique surtout de la fin des années '30 au début des années '70. Par ailleurs, dès la fin de la seconde guerre mondiale, ses activités de militant puis de dirigeant de la Quatrième ont progressivement pris de plus en plus de place dans sa vie et l'ont mené aux quatre coins de la planète.

Son histoire personnelle est directement liée à l'évolution de l'Allemagne du XXe siècle : son père était un spartakiste allemand d'origine juive. Il a travaillé à Berlin avec Karl Radek de la direction de l'Internationale Communiste, avant de s'installer avec son épouse à Anvers au début des années '20.

Ernest Mandel est né à Francfort en 1923 où sa mère s'était rendue pour accoucher. Il a passé toute sa jeunesse à Anvers où il est devenu un militant trotskiste à l'âge de 16 ans (1939), Il a lutté, dès le début de l'occupation, avec sa famille, pour organiser la résistance des juifs face au génocide. Il a participé activement à la lutte contre l'occupant nazi et a contribué à recruter à la IVe Internationale en Belgique, des soldats allemands ayant déserté. Il a été arrêté à plusieurs reprises par les nazis dont une fois alors qu'il distribuait des tracts aux ouvriers de la sidérurgie liégeoise en 1943. Il a été emprisonné en Allemagne où sa connaissance de l'allemand et son engagement politique lui ont permis de se lier directement à la population, à commencer par ses geôliers ex-communistes ou ex-socialistes. C'est ceux-ci qui l'aideront la première fois s'évader du camp allemand où il avait été interné.

Il a suivi de près le mouvement de 1956 à Berlin-Est. Pendant l'hiver 1960-61, alors qu'il jouait un rôle significatif dans la grève générale en Belgique à la tête de l'hebdomadaire La Gauche, il a dû se partager entre la Belgique et l'Allemagne où se déroulait un congrès mondial de la IVe Internationale.

Après mai '68, il a fait l'objet d'une interdiction d'entrée sur le territoire allemand (suite aux limitations des droits fondamentaux individuels adoptées en RFA envers les sympathisants et militants de l'extrême-gauche). Cela ne l'a pas empêché de répondre à l'invitation de l'Université Libre de Berlin Ouest où il a donné cours en 1970-71. C'est d'ailleurs à cette époque qu'il a écrit une de ses oeuvres majeures « Der Spätkapitalismus » (traduit en français sous le titre « Le troisième âge du capitalisme »). Une douzaine de livres d'Ernest Mandel ont été édités en Allemagne (voir bibliographie ci-jointe). Certains de ceux-ci ont été écrits en allemand et leur première édition est allemande. Citons : Der Spätkapitalismus (1972), Trotzky als Alternative (1992).

En 1989-1990, Ernest Mandel s'est rendu à plusieurs reprises en Allemagne pour participer à d'importants meetings publics (notamment avec Gregor Gisy, ex-dissident du SED, devenu au cours de la crise le président du PDS. Plus d'un millier de personnes ont assisté à leur débat le 25 mai 1990 à Berlin-Est). Il ne ratait jamais une occasion d'essayer d'aider au développement de l'organisation des partisans de la IVe Internationale en RDA. Cela ne l'empêchait pas d'entretenir des relations avec des activistes du Neues Forum, des intellectuels communistes ou des cadres de la gauche antibureaucratique et anticapitaliste du PDS.

Ernest Mandel a entretenu une correspondance soutenue avec des militant(e)s allemand(e)s avant et après la réunification. Cette correspondance se trouve à l'Institut d'Histoire Sociale situé à Amsterdam. Elle doit encore être archivée.

La grande presse allemande a consacré une quantité appréciable d'articles à l'œuvre d'Ernest Mandel suite à son décès survenu le 20 juillet 1995 à Bruxelles où il avait élu domicile après la seconde guerre mondiale.

2. Ernest Mandel : la crise allemande de 1989-90 comme un début de révolution politique

Ernest Mandel considérait à l'automne 1989 qu'une révolution politique avait débuté en Allemagne de l'Est. Au printemps 1990, il a compris que la situation avait tourné et, en octobre 1990, a pris acte de l'unification allemande comme une défaite pour la classe ouvrière de ce pays.

De manière très schématique, je voudrais essayer de préciser en quelques phrases ce qu'Ernest Mandel entendait par révolution politique. Il s'agit d'un processus au cours duquel la classe ouvrière au sens large développe son auto-activité, gagne en conscience de classe, se dote d'organes de pouvoir (ce qui ouvre une période de dualité de pouvoir) et finit par renverser la bureaucratie qui dirige l'État, ses différents appareils, le parti-État, les syndicats. La révolution politique à la différence de la révolution sociale n'implique pas un bouleversement des rapports de propriété (voir plus loin)

L'issue positive d'un processus de révolution politique implique que la classe ouvrière au sens large se porte candidate au pouvoir et le conquiert. L'exercice du pouvoir repose sur une très large autogestion avec des organes de pouvoir populaire structurés de manière pyramidale, un contrôle permanent des délégué(e)s par les mandants, avec possibilité de révocation des premiers par les seconds. Le pluripartisme, le suffrage universel sont indispensables. Pour Ernest Mandel, il ne faut aucunement opposer l'élection de conseils (de « soviets ») à l'élection d'une assemblée constituante. Il faut concevoir un système politique à plusieurs chambres de représentant(e)s. Concernant le débat qui avait opposé Rosa Luxembourgeois à la direction bolchevique fin 1917 à propos de la dissolution de l'assemblée constituante et à la nécessité du suffrage universel, Ernest Mandel était du côté de Rosa Luxembourgeois.

Pour revenir à la crise en RDA d'octobre 1989, Ernest Mandel considérait qu'un processus de révolution politique s'était enclenché, ni plus, ni moins.

3. Remarques à propos de la révolution politique et de la restauration capitaliste :

3.1. La place me manque pour développer ici le concept de révolution politique dans ces différentes

acceptions.

Je me limiterai à une citation de Léon Trotsky . « L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité, des révolutions politiques qui sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales : mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique. (...) Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle.

L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevik, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires. Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront ramenées aux propositions strictement commandées par la nécessité, pour reculer au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire)) (Léon Trotsky, La Révolution trahie, pp240-241, Publications de la IVe Internationale, 1961)

3.2. Par ailleurs, Trotsky a défini également un autre cas de figure, celui de la restauration capitaliste : " Si à l'inverse, un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'État s'imposerait aussi dans ce cas, mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. L'objectif principal du nouveau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois ou en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation . Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les « corporations », c'est-à-dire, les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. Bien que la bureaucratie soviétique ait beaucoup fait pour la restauration bourgeoise, le nouveau régime serait obligé d'accomplir sur le terrain de la propriété et du mode de gestion, non une réforme mais une véritable révolution (Léon Trotsky, La Révolution Trahie, in « De la Révolution », éd. de Minuit, pp. 604 - 605)

4. Analyse des événements par Ernest Mandel et commentaires.

Je voudrais, à ce stade du travail, suivre l'évolution de l'analyse qu'Ernest Mandel a présentée de la crise allemande de 1989-90 tout en exprimant certaines opinions personnelles. Dans un deuxième temps, je présenterai ces opinions personnelles de manière systématique

4.1. Fin octobre 1989, selon Ernest Mandel, une révolution politique a commencé.

En novembre 1989, à son retour de Berlin où il a pu participer à des manifestations massives de la population

d'Allemagne de l'Est, Ernest Mandel considère qu'une révolution politique a commencé. Il intitule un article destiné à la presse de son mouvement politique international : « La révolution politique et les dangers qui la menacent » (voir bibliographie). L'article commence par « La montée du mouvement de masse qui secoue la RDA a pris l'ampleur d'une véritable révolution ».

Caractéristiques du mouvement en cours.

Ses points forts : il est massif il est à dominante ouvrière, il est fortement créatif, la liberté d'expression y règne, le nationalisme en est absent, il rejette le militarisme, certains secteurs de manifestants s'ouvrent à l'internationalisme à l'égard du Tiers Monde (« du moins pour le moment » -sic !-).

Ses points faibles : ne se constituent pas des organes d'auto-organisation, il n'y a pas d'objectif politique clair qui soit formulé par les masses.

Revenons sur les points forts : Le mouvement est massif : « Les 4, 5 et 6 novembre 1989, près de deux millions de personnes sont descendues dans la rue » Il énumère les principales manifestations qui touchèrent les grandes villes. Pour indiquer l'ampleur de l'activité des citoyens est-allemands, il ajoute que « proportionnellement à la population dans son ensemble, cela équivaut à 7 à 8 millions de manifestants en France ». Il en vient à la composition sociale des manifestations : elle est à dominante ouvrière. Pour étayer cette affirmation, il pose la question : « Comment dans une ville comme Leipzig - le principal centre industriel de la RDA - pourrait-il y avoir 350000 manifestants sur 500 000 habitants si la quasi-totalité de la classe ouvrière n'était pas descendue dans la rue ? » Il ajoute un deuxième argument : « Le caractère prolétarien de la révolution qui a commencé en RDA est surtout attesté par l'énorme ébullition dans les entreprises ». Il note qu'il n'y a pas formellement de grèves « contrairement à mai 68 et à l'automne chaud italien », mais il ajoute que dans les entreprises se déroulent presque en permanence des assemblées suivies massivement par le personnel . Il cite un exemple : « Dans le complexe chimique Leuna, la plus grande usine du pays, ces assemblées discutèrent de projets de résolution proclamant une grève générale de trois jours, au cas où le Bureau Politique ne démissionnerait pas. Celui-ci a dû démissionner. »

D'autres secteurs de la classe ouvrière entrent en action : les enseignants, le personnel de santé, les journalistes. Ernest Mandel met en évidence la créativité du mouvement : les slogans impertinents fusent, l'humour est systématiquement présent. Les manifestants fabriquent avec inventivité leurs pancartes.

Un élément sur lequel Ernest Mandel insiste avec force : la revendication de la réunification allemande est absente. Il ne prévoit pas que cela puisse rapidement changer. Il note aussi un sentiment pacifiste parmi la masse des citoyens en action : le rejet du passé militariste est profondément ancré. Ernest Mandel adopte à ce propos des accents lyriques : « Les descendants de Rosa Luxembourg se sont montrés dignes d'elle. Aujourd'hui, l'histoire proclame qu'elle n'a pas lutté en vain et n'est pas morte pour rien »

4.2. Ernest Mandel en mars 1990 : correction partielle de l'analyse.

La résolution qu'il a préparée pour le Secrétariat Unifié de la IVe internationale et qui y est adoptée après amendement (session du 5 mars 1990) constate d'emblée : « Depuis la fin d'octobre 1989, la RDA avait connu un début de révolution politique » (toutes les citations qui suivent proviennent de cette résolution publiée dans Inprecor no. 305, voir bibliographie-). L'utilisation de l'imparfait est très important, il prend acte du tournant pris par les masses Le document prévoit que l'évolution la plus probable sera la suivante : " Pour le moment, la tendance la plus probable est celle d'une unification rapide de l'Allemagne par l'absorption de la RDA par la RFA. Les masses tendent ainsi à donner la priorité à cette unification indépendamment de son contenu économique et social concret,

en fonction avant tout de leur situation matérielle présente . La résolution mentionne aussi comme cause du tournant vers la réunification « la force du sentiment national nourri par une propagande effrénée des médias ouest-allemands ».

La résolution précise ce que signifierait l'absorption de la RDA par la RFA dans le cadre des rapports de force du moment. Il s'agirait de « la restauration du capitalisme sous un pouvoir d'État bourgeois et la soumission de l'économie au grand capital c'est-à-dire une contre-révolution sociale ». Jusque là, le contenu de la résolution semble dénué d'ambiguïté. Néanmoins, Ernest Mandel a intégré dans le texte des passages qui indiquent clairement qu'il espérait encore que la tendance la plus probable, celle de la restauration capitaliste par absorption rapide de la RDA, ne se réalise pas. Aussi, la résolution énumère des obstacles à l'absorption rapide. Citons notamment : « le coût trop élevé de la réunification pour le capital ouest-allemand ». Le capital ouest-allemand ne peut simultanément supporter les frais de la création d'une monnaie européenne commune (pour laquelle les réserves de change de la Bundesbank seraient le fonds de garantie principal) et les frais d'une absorption de la RDA financée en Deutsch Marks" - le refus du Kremlin de l'intégration de la RDA avec ses conséquences militaires :

Le Kremlin « ne peut accepter une Allemagne unifiée membre de l'OTAN qui impliquerait la possibilité de voir les militaires des pays impérialistes ou la Bundeswehr s'établir sur le territoire actuel de la RDA, fut-ce à terme. »

L'énumération de ces obstacles obscurcit la perspective, déforme la résolution.

La motivation d'Ernest Mandel est claire, un passage de la résolution l'indique : « L'essentiel est donc de gagner du temps pour que les masses puissent faire l'expérience (des aspects négatifs de l'unification sous la conduite du capital ouest allemand, NDLR), avant que la nature de classe de l'État de l'Allemagne unifiée ne soit tranchée pour une période prolongée ».

La résolution est donc manifestement ambiguë : elle laisse ouverte la possibilité d'un processus lent d'unification qui permettrait aux masses de reprendre la voie de la révolution politique. C'était prendre ses espoirs pour la réalité alors que les carottes sont cuites. L'erreur de perspective est évidente. Le caractère confus et contradictoire de la résolution s'explique notamment par le fait que le texte adopté est le fruit de compromis difficiles entre plusieurs positions différentes.

La résolution contenait une importante section consacrée aux tâches. L'élément-clé était constitué par le rejet de l'unification sous la forme de l'absorption de la RDA par la RFA :

" Les masses populaires de tout pays ont le droit démocratique de décider elles-mêmes de l'appartenance à l'État qu'elles préfèrent. Les marxistes-révolutionnaires reconnaissent pareil droit. Mais ils ont en même temps le droit et le devoir de dire la vérité aux masses.. l'unification de l'Allemagne, non pas fondée sur la démocratie socialiste mais sur l'absorption de la RDA par la RFA, impliquant la restauration du capitalisme en RDA, même si elle était appuyée par un vote majoritaire des masses, représenterait une régression sociale sensible pour ces masses, du fait du renforcement de l'impérialisme et du patronat allemand qui en découlerait. Elle devrait donc être rejetée par tout ouvrier ou socialiste conscient. "

Suivait une vingtaine de revendications à avancer.

Une autre résolution était opposée à celle par Ernest Mandel, elle était défendue par une minorité de la section française de la IVe Internationale. La résolution minoritaire s'accordait avec la résolution majoritaire pour dire qu'une révolution politique avait débuté en octobre 89. La « minorité » maintenait une approche plus optimiste de

l'évolution du mouvement des masses. La divergence fondamentale portait sur l'approche de la question de la réunification allemande : " Le droit à l'autodétermination et à l'unification pour les deux parties du peuple allemand doit être appuyé inconditionnellement. (...). Nous sommes pour l'unification, mais nous nous battons afin qu'elle se réalise sur une base socialiste. Nous détournons de l'unification, parce que le plan Kohl domine actuellement le terrain politique, ne conduirait qu'à la marginalisation complète de la gauche marxiste. On ne peut pas arrêter la revendication démocratique croissante pour l'unification allemande. La question politique clé est quelle classe va la réaliser : bourgeoisie ou le prolétariat ?-

Pour l'instant, c'est la bourgeoisie qui a toutes les cartes en main. (...)

« Qu'est-ce que cela signifie concrètement aujourd'hui ? Cela signifie avancer des revendications qui permettent à la classe ouvrière d'être à l'offensive sur cette question, et de ne pas laisser ce terrain politique à l'impérialisme - ou à des secteurs de la bureaucratie, qui conduiraient la classe à la défaite et au désastre ». (La crise du stalinisme et la question allemande. Projet de résolution présenté par des membres du Secrétariat unifié et rejeté par la majorité, Inprecor, n°305, 23.3.1990, 2p.)

Un troisième document, non soumis au vote du Secrétariat Unifié, mais dont l'orientation a été défendue au cours de la réunion, a été remis aux membres du SU et publié également dans la presse de l'internationale. Il émanait du VSP (Parti Socialiste Unifié) de la RFA (Le VSP est le résultat de la fusion en 1986 de la section ouest-allemande de la IV Internationale (GIM) et du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) d'origine maoïste). Le VSP présentait une approche réaliste de la crise allemande : « Le VSP ne croit ni à la possibilité d'une révolution politique en RDA seule, à court ou à moyen terme, dans le sens d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ni à la probabilité d'une période prolongée de confédération -sur un pied d'égalité- entre la RDA et la RFA, qui pourrait en quelque sorte offrir le temps nécessaire pour renverser le rapport de force et rouvrir une perspective en RDA ».

Le VSP prenait en outre position contre la réunification : « En l'absence d'une perspective socialiste crédible en RFA à l'heure actuelle, la seule possibilité de sauvegarder les acquis de la classe ouvrière et des femmes de RDA consiste à défendre l'État est-allemand comme identité souveraine et indépendante à tous les égards. » (Position du VSP, Inprecor n°305, 23.3.1990, p.1).

4.3. Ernest Mandel en novembre 1990 : retour critique sur les antérieures et rédaction d'une résolution de synthèse-positions

Ernest Mandel a rédigé un projet de résolution qui était implicitement autocritique et offrait une analyse pertinente du développement de la crise en Allemagne de l'Est à partir d'octobre 1989- Le texte a été adopté à une large majorité (La réunification capitaliste, Inprecor n°322, 18.1. 91, 4p. -NB. Toutes les citations qui suivent proviennent de ce document).

La résolution prend acte de la réunification... : « Depuis le 3 octobre 1990, l'absorption de la RDA par la RFA est un fait accompli (...) Ce résultat de l'évolution déclenchée en automne 1989 est 10 fois plus négative des perspectives possibles avancées par la résolution du SU de la IVe Internationale du 5 mars 1990. » "Il n'y a pas eu de révolution politique victorieuse dans le sens d'une démocratie socialiste et d'une planification démocratique. Il n'y a pas eu non plus de processus de convergences par étapes des deux Allemagne qui aurait permis de gagner du temps pour permettre à la classe ouvrière et aux masses populaires de développer des perspectives politiques émancipatrices rejetant à la fois l'embrigadement bureaucratique et celui du grand capital Nous avons souligné les effets gravement négatifs, tant en Allemagne que sur le plan international de la réalisation de l'anschluss pour la classe ouvrière et tous les opprimés. Les faits confirment le bien-fondé de notre opposition résolue à l'unification allemande capitaliste et de nos avertissements à l'adresse de la classe ouvrière allemande et internationale."

La résolution fait alors un relevé synthétique des effets ravageurs pour la population de RDA de l'unification du point

de vue économique, social, politique et idéologique. La partie concernant les conditions politiques de la réunification mérite d'être citée partiellement :

" Après la victoire des partis bourgeois jumeaux de la RFA et de la RDA lors des élections du 18 mars 1990, tous les acquis démocratiques du mouvement de l'automne 1989 ont été détruits. Le gouvernement de la RDA n'était qu'un fantôme de celui de Kohl. Le nouvel État est créé par simple intégration de la RDA à la RFA et à ses structures étatiques.

La majorité des élus en RDA n'est pas présente dans le parlement commun, constitué le 3 octobre dans le vieux Reichstag à Berlin. L'État unifié allemand s'est constitué sans élections et sans référendum. Sa Constitution est celle -légèrement modifiée- de la RFA, qui n'a jamais été sanctionnée par un vote populaire. Il n'est aucunement question d'une assemblée constituante ou d'un vote populaire sur la Constitution et le système politique. Les « tables rondes » de RDA ne sont plus qu'un mauvais souvenir pour la bourgeoisie "

Sur le plan international, la victoire de la bourgeoisie ouest-allemande débouche selon la résolution notamment sur trois éléments majeurs :

1. « L'Allemagne unifiée aspire maintenant à jouer un rôle de gendarme mondial aux côtés des autres forces impérialistes, à commencer par l'acquisition du droit d'opérer avec ses forces armées, y compris en dehors du territoire de l'OTAN sous la couverture de l'ONU »
2. « L'Allemagne unifiée jouera un rôle prédominant dans le Marché unique de 1992 sur les plans économiques et politiques, renforçant toutes ses tendances réactionnaires contre le Tiers Monde, contre les immigrés, et les réfugiés politiques, renforçant la répression politique et les inégalités sociales au sein même de la communauté. »
3. « En même temps, cette Allemagne unifiée est bien placée pour jouer un rôle prédominant dans la conquête capitaliste des pays de l'Est. »

La résolution revient ensuite sur les obstacles à une unification rapide qui avaient été surévalués dans le document adopté par le Secrétariat Unifié le 5 mars 1990.

" L'obstacle principal à cette évolution négative aurait été une classe ouvrière est-allemande capable de se porter candidate au pouvoir dotée d'un niveau élevé d'auto-organisation démocratique et ayant suffisamment confiance en ses propres forces pour aspirer à gérer elle-même l'industrie d'après les besoins de la population. Les conditions subjectives pour une telle issue n'étaient pas réunies."

La résolution mentionne alors ce qui a empêché la classe ouvrière de se porter candidate au pouvoir et contient un élément d'autocritique explicite : « C'est parce que nous n'avons pas assez mesuré ces retards et ces manquements que nous avons sous-estimés les rythmes possibles de l'offensive et de son succès. »

Dans les facteurs qui avaient été fortement sous-estimés dans la résolution de mars 1990, il faut mentionner la question du sentiment national : « Dans ces conditions, pour la majorité des Allemands, étant données l'existence d'un sentiment national frustré par la partition punitive et la tutelle humiliante de l'Allemagne imposée à la fin de la guerre par les impérialismes victorieux et la bureaucratie soviétique, l'unité à tout prix semblait offrir la seule perspective immédiate, sans en discuter le coût social. Ce revirement de la conscience des masses de la RDA s'est produit au cours de la deuxième semaine de novembre 1989. »

La résolution réévalue aussi d'autres obstacles à l'unification rapide mentionnés dans le précédent document : la difficulté pour la bourgeoisie allemande de payer vite le prix de l'unification et les résistances supposées du Kremlin.

Elle explique pourquoi ces obstacles n'ont pas joué. Il n'est pas possible dans les limites de ce travail de résumer d'autres parties importantes de la résolution notamment celles concernant les tâches.

Je voudrais terminer cette partie du travail par une question laissée ouverte par la résolution de novembre 1990 : les effets sur la classe ouvrière de la partie occidentale de l'Allemagne et les réactions de celle-ci. Le document adopte la prudence nécessaire pour prévoir de possibles résistances partiellement victorieuses de la part des travailleurs de la partie occidentale de l'Allemagne unifiée : « La bourgeoisie espère imposer tous les coûts de l'unification et du Marché unique de 1992 aux salariés. Cette épreuve n'est évidemment pas encore tranchée, puisqu'elle implique que la bourgeoisie gagne les luttes sociales probables, surtout en Allemagne de l'ouest où la classe ouvrière est hautement organisée et très attachée à son niveau de vie acquis. Mais la bourgeoisie a choisi de prendre le risque. » Les luttes sociales en Allemagne des deux dernières années, en particulier celle des travailleurs de la partie occidentale de l'Allemagne visant à défendre leurs acquis en matière de congé maladie, indiquent que les reculs face à l'offensive du capital ne sont pas sans rivage.

5. Conclusion

J'admets qu'il est aisé a posteriori d'émettre une série d'opinions sur des faits qui ont connu leur dénouement. Faisons néanmoins l'exercice.

5.1. La révolution politique était-elle en marche en RDA en 1989 ?

Je suis enclin à dire que non car la classe ouvrière ne s'est pas portée candidate au pouvoir. Il s'est déroulée une crise sociale et politique aiguë avec participation massive des citoyens est-allemands.

Ceux d'en haut : la bureaucratie a été incapable de gouverner comme avant. La solution répressive lui était fermée par la direction soviétique. Elle a été incapable de mettre en oeuvre rapidement des réformes politiques et économiques à la hauteur des aspirations du mouvement de masse.

Ceux d'en bas ne voulaient plus être gouvernés comme avant. L'autoactivité a été puissante. La classe ouvrière, la jeunesse, l'intelligentsia ont souhaité de profondes réformes dans le cadre de la RDA pendant la majeure partie de l'année 1989. Mais la situation a rapidement tourné lorsque les autorités ouest-allemandes ont décidé de passer à l'offensive en proposant l'unification rapide en payant un prix relativement élevé : un taux de change du mark offrant la perspective d'une amélioration immédiate des conditions de vie de la population est-allemande.

Pour qu'un véritable processus de révolution politique se développe, il aurait fallu qu'il y ait dispute pour le pouvoir. Il aurait fallu que ceux et celles d'en bas se présentent comme candidats au pouvoir, passent de l'autoactivité à l'auto-organisation, se dotent d'organes créant une situation de dualité de pouvoir qui se dénoue en faveur d'un des trois camps : le camp des opprimés d'Allemagne de l'Est (avec la classe ouvrière jouant un rôle central vu la structure sociale de la RDA), le camp de la bureaucratie de la RDA, le camp de la classe capitaliste d'Allemagne de l'Ouest.

La crise politique et sociale n'a pas atteint le stade où ceux et celles d'en bas se sont posés la question du pouvoir. Le problème ne réside pas dans le fait que le niveau des revendications des masses aurait été trop bas. Les révolutions commencent avec un niveau de revendications élémentaires : l'égalité, la justice, la paix, le pain, «

indépendance » .

Pour qu'un processus de révolution politique se soit développé (quel qu'en soit le dénouement), il aurait fallu que ceux et celles d'en bas tirent de leurs expériences, des leçons qui fassent faire un bond à leur conscience et qui débouchent sur la création d'organes d'auto-organisation. Il aurait fallu qu'ils se posent en positif la question du pouvoir.

5.2. Remarque à propos de l'analyse d'Ernest Mandel entre octobre 1989 et le printemps 1990. La question de la durée.

Ernest Mandel était préoccupé par la question de la durée nécessaire à l'accumulation d'expériences par les masses. Il « espérait » que l'armée soviétique par son refus de l'absorption de l'Allemagne de l'Est par la République fédérale ralentisse le processus d'unification, il misait subsidiairement sur l'hypothèse que les autorités ouest-allemandes ne seraient pas prêtes à payer à un rythme accéléré le prix de la réunification. Le cours de l'histoire a été différent. Il en a pris acte à partir de l'automne 1990 (cfr. la Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale intitulée La réunification capitaliste, voir la bibliographie ci-jointe)

5.3. D'autres éléments doivent être mis en évidence :

5.3.1. Ernest Mandel, alors qu'il était conscient des ravages opérés par le stalinisme, par le nazisme et par la social-démocratie sur la conscience des travailleurs allemands, a présumé des forces de la mémoire collective concernant les meilleurs moments de l'histoire de la classe ouvrière allemande, notamment l'éducation massive social-démocrate d'avant la première guerre mondiale et l'expérience spartakiste-communiste d'avant la stalinisation du KPD.

On peut noter une contradiction réelle entre l'acuité avec laquelle il percevait la crise de crédibilité du projet socialiste et sa conviction de voir resurgir le meilleur de l'expérience de la classe ouvrière allemande. Il y a à ce niveau de la pensée d'Ernest Mandel une faiblesse incontestable .

5.3.2. Ernest Mandel était conscient des limites des capacités de la bureaucratie à faire des concessions aux masses mais, un moment, il a peut-être pensé que dans un réflexe de survie de la bureaucratie, celle-ci utiliserait toutes ses réserves en devises pour donner satisfaction à certaines aspirations économiques des citoyens est-allemands de manière à retarder ou endiguer la poussée irrésistible des masses en faveur de la réunification. Un ravitaillement massif en biens de consommation de standard occidental était matériellement possible : la bureaucratie n'a pas pris cette voie.

5.3.3. Ernest Mandel misait dans le cadre d'un processus prolongé de crise politique sur l'évolution à gauche d'une partie du PDS qui aurait pu devenir un parti centriste de gauche, d'une part, sur la construction d'une organisation marxiste-révolutionnaire affiliée à la IVe Internationale, d'autre part. Il n'a pas ménagé ses efforts pour contribuer à ces deux développements politiques. Il considérait qu'une telle évolution politique était vitale pour que les masses puissent tirer les leçons de leurs expériences et aller de l'avant vers une révolution politique. Cette tension extrême de ses forces n'a pas abouti.

J'ai la conviction, basée sur mes contacts avec Ernest Mandel, que l'idée d'aider à créer une avant-garde autoproclamée était totalement étrangère à sa démarche. L'idée qu'un parti puisse faire accoucher les masses d'une révolution quitte à utiliser des forceps, était (devenue) étrangère à son approche de l'émancipation. De là, son insistance sur le pluripartisme, y compris sa défense de la multiplicité d'organisations révolutionnaires. De là, son

insistance sur l'auto-organisation. Dans ses écrits de la dernière période, il y a insistance systématique sur le postulat de Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Cette démarche ne peut-être ramenée à du spontanéisme primaire. Ni spontanéisme primaire, ni dirigisme via une avant-garde omnisciente. J'en veux pour preuve les deux citations suivantes. La première renvoie aux faiblesses du mouvement d'octobre-novembre 1989. La seconde rédigée deux mois plus tard aborde la question du pouvoir révolutionnaire.

Première citation : « On ne doit pas se laisser aller à une euphorie spontanéiste et croire que ce magnifique mouvement révolutionnaire va durer et triompher du seul fait de son ampleur. L'explosion révolutionnaire est marquée par deux faiblesses graves qui risquent de la condamner à terme, à l'échec. Tout d'abord il n'y a que des embryons de véritables structures d'auto-organisation. Des manifestations, même les plus larges, ne peuvent pas, à la longue, remplacer de telles structures.(..) Par ailleurs, le mouvement populaire et l'opposition n'ont pas d'objectif politique précis ni une idée claire des institutions à créer pour exercer le pouvoir. Ce sont là les deux principaux handicaps pour l'issue victorieuse du mouvement de masse. » (En Allemagne de l'Est « ceux d'en bas se sont mis en marche », La Gauche, 21/11/89).

La deuxième citation renvoie à la relation auto-organisation des masses / organisation(s) d'avant-garde. Je précise que la citation provient d'un texte de portée générale qui ne se rapporte pas directement à la crise allemande : « Auto-organisation de la classe - qui débouche sur le pouvoir des conseils librement et démocratiquement élus - et l'organisation séparée de l'avant garde'... révolutionnaire forment une unité dialectique, médiatisée par la pluralité des partis. Le pouvoir d'État doit être exercé par les conseils, pas par le parti. Le(s) parti(s) cherche(nt) à gagner la majorité au sein des conseils par persuasion et non par l'administration, et encore moins la répression.

Leurs seuls atouts doivent être : un degré d'activité plus soutenu, plus continu, plus dévoué au service de leur classe, un style de vie dénué de tout privilège, une capacité à mettre leur pratique constamment en conformité avec leurs principes, Pour cela, Ils doivent puiser aux sources non-contaminées : les écrits de Marx et d'Engels sur la Commune de Paris, les écrits de Rosa Luxembourg, du Lénine de L'État et la Révolution qui a eu l'audace de développer un projet d'état soviétique » sans armée permanente, sans police, sans bureaucratie », et surtout les écrits de Trotsky des dix dernières années de sa vie et les documents programmatiques de la IVe Internationale mais toute cette richesse théorique doit être considérée non comme une vérité révélée définitive, mais comme sujet au test d'expériences révolutionnaires et contre-révolutionnaires nouvelles » (Ernest Mandel, L'avenir du communisme, Inprecor, n°305)

5.3.4 Ernest Mandel était conscient dès la fin de l'année 1989 des risques d'une évolution du mouvement de masse en RDA vers la réunification dans un cadre capitaliste : « Les risques de dérapages à droite de la révolution sont nourris sur le plan politique, par l'idéalisation des conditions sous la première République (le régime Masaryk-Benesj en Tchécoslovaquie, par le mirage en RDA d'une réunification inconditionnelle - c'est-à-dire capitaliste- de l'Allemagne ». (Ernest Mandel, « Socialisme de marché ? Non merci ! La Gauche, 26/12/89)

Mais il est indéniable qu'il a maintenu à tort un jugement plus favorable de la crise en RDA au moins jusqu'en mars 1990 alors que le tournant était pris dès la deuxième moitié de novembre 1989.

Note :

(1) À l'époque des événements, je travaillais régulièrement avec Ernest Mandel car nous faisons tous deux partie des instances de direction de la IVe Internationale Ces instances sont le Bureau du Secrétariat Unifié -BSU-, instance qui se réunissait une à deux fois par mois, le Secrétariat Unifié -SU- se réunit tous les trois mois et le Comité Exécutif International -CEI- qui se réunit en session annuelle. Ces instances ont débattu régulièrement de

l'évolution politique en Allemagne et dans le camp dit soviétique.

Nous faisons également partie du Comité Central de la section belge de la IVe Internationale. J'ai eu à cette époque la charge d'introduire durant l'année 1990 une session du CC consacrée entièrement à l'évolution à l'Est et de débattre avec Ernest Mandel de nos divergences. Par ailleurs, de 1989, jusqu'au début de l'année 1991 j'ai suivi d'assez près les activités des militants de la IVe Internationale en Allemagne en participant à certaines de leurs réunions de direction et à un congrès.

Je mentionne ces faits pour indiquer que j'avais une certaine proximité par rapport à Ernest Mandel et à la question de l'évolution politique en Allemagne au moment où la question de la réunification s'est posée. Ernest Mandel et moi avons mis au point la rédaction définitive de la résolution amendée adoptée par le SU de novembre 1990 C'est Ernest Mandel qui a écrit 95% de cette résolution.

Il faut cependant préciser qu'à l'époque, mon activité internationale principale portait surtout sur l'évolution politique en Amérique latine. Entre 1989 et 1991, j'ai effectué plusieurs séjours au Mexique, en Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador en particulier) et en Colombie).

Bibliographie

Bibliographie générale sur l'Allemagne depuis la réunification :

- GROSSER A., MIARD-DELACROIX H., Allemagne, Flammarion, 1994, 127p.
- FRITSCH-BOURNAZEL. R., L'Allemagne unie dans la nouvelle Europe, Complexe, 1991 .
- LE GLOANNEC, A.-M., L'Allemagne après la guerre froide, le vainqueur entravé. Complexe, 1993.
Ouvrages et articles de portée générale :
- MANDEL Ernest, L'avenir du communisme, Inprecor, no305, 23.03.90, 6 p.
- TROTSKY Léon, La Révolution trahie, Publications de la IVe Internationale, 1961, 268 p.
- VINCENT Jean-Marie, Ernest Mandel et le marxisme révolutionnaire, Revue Critique Communiste, 1996 p.
Articles et résolutions d'Ernest Mandel sur l'Allemagne en 1989-1990.
- La révolution politique et les dangers qui la menacent, Inprecor n° 297, 13.11.1989
- En Allemagne de l'Est, « ceux d'en bas » se sont mis en marche, La Gauche, 21.11.1989
- Socialisme de marché ? Non merci ! La Gauche, 26 décembre 1989
- La situation en RDA et nos tâches, Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale (5 mars 1990), Inprecor n° 305, 23.03.90
- Le nouveau maccarthysme, Inprecor n° 315, 28.09.90
- La réunification capitaliste, Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié de la IVe internationale (novembre 1990), Inprecor n° 322, 18.01.91
Divers auteurs : 1989-1990, articles sur le sujet (par ordre chronologique) :
- SCHULZ Hans-Jürgen, La révolte des exclus, Inprecor n° 295, 16.10.89
- La montée révolutionnaire, Inprecor n° 296, 30.09.89
- WOLF Winfried, « Réunification allemande ou révolution politique ? Inprecor n° 296, 30.09.89
- SCHULZ Hans-Jürgen, L'évolution de l'opposition est-allemande, Inprecor n° 296, 30.09.89
- Plate-forme politique de Nouveau Forum, Inprecor n° 296, 30.09.89
- KELLNER Manuel, Fin de l'après-guerre allemand, Inprecor n° 297, 13.11.89
- KELLNER Manuel, Chevaliers de la table ronde, Inprecor n° 298, 27.11.89
- Entretien avec Herbert MISSLITZ, L'actualité du socialisme, Inprecor n° 298, 27.11.89
- KELLNER Manuel, Le plan Kohl Inprecor n° 299, 11. 12.89
- Entretien avec H. MISSLITZ et R.WEISSHUNN, Débat sur les élections, Inprecor n° 299, 11.12.89

- KLEIN Angela, Fondation difficile, Inprecor n° 299, 11.12.89
- WOLF Winfried, Une économie délabrée, Inprecor n° 299, 11.12. 89
- BERGERAC Pierre, Syndicats dans l'attente du congrès, Inprecor n° 300, 12.01.90
- KELLNER Manuel, Unification au pas de course, Inprecor n° 302, 09.02.90
- LASSERRE René, Economie triomphante, économie à genoux L'unité allemande par le mark, Le Monde diplomatique, mars 1990
- KLEIN Angela, Un premier bilan, Inprecor n° 304, 09.03.90
- SCHULZ Hans-Jürgen, Raz de marée de droite, Inprecor n° 305, 23.03 ;90
- La crise du stalinisme et la question allemande, Inprecor n° 305, 23.03.90
- Position du VSP, Inprecor n° 305, 23.03.90
- TONDEUR Alain, RDA : le choc, La Gauche, 27 mars 1990
- CLERC Denis, Le coût de l'unification allemande Une chance ou un handicap pour l'Europe, Le Monde diplomatique, mai 1990
- WOLF Winfried, Les carottes sont cuites, La Gauche, 5 juin 1990
- (correspondant à Berlin-Est), Exceptionnel : débat Mandel - Gysi à Berlin-Est
La Gauche, 5 juin 1990
- CASSEN Bernard, Électrochoc allemand pour une Europe en gésine Sur le front de l'union politique, Le Monde diplomatique, juillet 1990
- JULIEN Claude, Du rideau de fer au mur d'argent, Le Monde diplomatique, juillet 1990
- FRIQUE Mr Kohl triomphe, la RDA s'efface, La Gauche, 17 octobre 1990
- DEQUEECKER Ida, L'euphorie de l'unification : pas pour tous ! La Gauche, 30 octobre 1990
- PALMIER Jean-Michel, Surmonter le passé, abolir les préjugés, Que reste-t-il de la culture est-allemande ?, Le Monde diplomatique, octobre 1990 [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)